

CommonConcern

PUBLICATION DE LA YWCA MONDIALE



CHRONIQUE:

Femmes, Paix et Sécurité

JEUNES FEMMES DYNAMIQUES:

Intégrez-nous sans complaisance

Les jeunes proposent des recommandations liées à la Résolution 1325

VIH ET SIDA:

Réinterpréter la violence du point de vue des femmes vivant avec le VIH



YWCA Mondiale

Sommaire

03 | Editorial

04 | **Les YWCA dans le monde**

La paix et la justice ont toujours été des priorités majeures pour la YWCA Mondiale. Dans cette rubrique, nous mettons en lumière les YWCA travaillant dans des pays touchés par un conflit.

VIH ET SIDA

18 Réinterpréter la violence du point de vue des femmes vivant avec le VIH

Chronique

6 Femmes, Paix et Sécurité:

L'insécurité, tant sociale, politique, économique qu'environnementale empêche les femmes d'atteindre l'égalité des genres et le pouvoir



APPEL À L'ACTION

11 | **Maintenir la Résolution 1325 au premier plan:**

Veiller à la pleine participation des femmes dans la consolidation de la paix et le règlement des différends

12 | **Étude de cas:** Crise post-électorale au Kenya et au Zimbabwe

JEUNES FEMMES DYNAMIQUES

14 | **Intégrez-nous sans complaisance**

Les jeunes proposent des recommandations liées à la Résolution 1325

INITIER LE CHANGEMENT

16 **Vers une paix durable:** Quand les femmes trouvent des solutions en temps de conflit. La mise en oeuvre de la Résolution 1325 par la YWCA de la RDC

www.worldywca.org

NOUVELLES

20 | De la YWCA Mondiale

23 | Les Gens

23 | Donatrices

Présidente: Susan Brennan **Secrétaire générale:** Nyaradzayi Gumbonzvanda **Directrice de publication:** Kaburo Kobia **Co-ordinatrices:** Sarah Davies, Sylvie Jacquat **Distribution:** Fiona Wilkie. Les articles peuvent être reproduits avec l'accord de la YWCA Mondiale. Common Concern ISSN 1025-4099. Images et photographies sont protégées par les droits d'auteur et ne peuvent être reproduites sans permission ©2008 YWCA Mondiale. Common Concern est publié en anglais et espagnol, pour commander un exemplaire, contactez worldoffice@worldywca.org.

EN COUVERTURE: Andrea Nuñez Argote, stagiaire 2009 à la YWCA Mondiale et Secrétaire au bureau de la YWCA de Naucalpan, Mexico

Editorial



Susan Brennan
Présidente de la YWCA Mondiale

Nous sommes appelées à œuvrer pour la paix; cela ne veut pas dire rester passives mais au contraire avoir de la force, du courage et de la détermination. A la maison, sur le lieu de travail, dans sa communauté, et dans le monde, il est urgent que la sécurité des femmes soit l'objet de notre attention. Les statistiques sont alarmantes: dans le monde, une femme sur trois est ou a été victime de violence. Les YWCA répondent à cette situation en procurant des lieux de refuge, en manifestant contre la guerre, en apportant du soutien aux femmes dans les zones de conflit et en œuvrant pour la participation des femmes à la démocratie et à la résolution de conflit. Le présent numéro du Common Concern est consacré à un des instruments-clé de notre activité de plaidoyer pour un monde sans violence: la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité.

En 2007, la YWCA Mondiale a décidé de promouvoir cette résolution, à l'instigation de la YWCA de la République Démocratique du Congo (RDC), donnant comme objectif au mouvement de nous sensibiliser et de sensibiliser les autres aux droits des

femmes à participer à la consolidation de la paix.

Dans la rubrique Chronique, Sharon Bhagwan-Rolls, pacifiste et activiste pour la paix, nous rappelle que la sécurité pour les femmes ne consiste pas seulement à vivre sans guerre, mais à être en sécurité dans la vie aussi bien privée que publique. Dans la rubrique Initier le changement, la YWCA de la RDC nous fait part de la nécessité pour les femmes d'avoir accès au processus de prise de décisions afin d'assurer que leurs besoins sont pris en considération pendant et après le conflit. Notre Secrétaire Générale apporte sa contribution à la rubrique Agir: les femmes doivent réaliser que le pouvoir n'est jamais donné; même là où il y a des quotas, il faut affirmer, négocier, prendre position et se présenter en leader.

Les histoires de vie illustrées dans ce numéro démontrent bien la manière dont les YWCA forment des leaders engagées à œuvrer pour un monde plus sûr : en travaillant avec des ex-combattantes au Liberia, en participant aux manifestations pour la paix en Colombie, en apportant leur soutien dans les zones de conflit en Géorgie et au Moyen-Orient, en

mettant à disposition des lieux sûrs au Zimbabwe. Chaque jour, les YWCA aident les femmes à vivre sans violence.

Travaillant sur la base de cet engagement, le thème choisi pour le Conseil de la YWCA Mondiale 2011 est : "Un monde sûr: une affaire de femme". Le Conseil se tiendra à Zürich, en Suisse, du 10 au 16 juillet 2011. Ce thème est au cœur même de la vision de la YWCA Mondiale, c'est à dire à un monde où justice, paix, santé, dignité humaine, liberté et protection de l'environnement sont des valeurs promues à travers le leadership des femmes.

Arundhati Roy¹ a écrit: "Je ne plaide pas pour la tolérance ou l'acceptation. Il y en a eu plus qu'assez. Je plaide pour une guerre de beauté bruyante, de voix qui s'élèvent, d'histoires de vie, de paroles chantées haut et fort dans les rues." *alta voz en las calles.*

La YWCA est un chœur puissant de femmes initiatrices de changement – avec nos paroles, nos actions, notre service et notre vision, nous créons un chant pour la paix. ■

¹ Arundhati Roy, d'Inde, est une jeune femme activiste et auteur de "The God of Small Things".

Les YWCA dans le monde

La paix et la justice ont toujours été des priorités majeures pour la YWCA Mondiale. Depuis plus d'un siècle et demi, le mouvement est attentif à la situation particulière des femmes et des jeunes femmes en temps de conflit ou de guerre. Dans cette rubrique, nous mettons l'accent sur le travail des YWCA dans des pays au conflit oublié...

AIDER LES FEMMES EN GÉORGIE

Le conflit qui a éclaté entre la Russie et la Géorgie en Ossétie du Sud le 8 août 2008 a causé le déplacement, à l'intérieur du pays, de près de 160 000 personnes, dont nombre de femmes et d'enfants. La YWCA de Géorgie s'est mobilisée pour récolter de l'argent et des biens de première nécessité, pour les femmes et les enfants, ensuite redistribués à travers les crèches et les écoles dans la capitale, Tbilissi.

Bien que le conflit soit terminé, les conséquences demeurent. "L'instabilité, les problèmes sociaux et la peur du futur sont les principales préoccupations des femmes géorgiennes," explique Eka Avaliani, présidente de la YWCA de Géorgie. "De nombreuses femmes vivent sans revenu aucun car les maris, les frères et les pères ont été tués pendant le conflit. Il n'y avait aucun service de soutien pour les femmes lorsque le pays s'est engagé dans la guerre et l'accès humanitaire aux zones touchées était limité."

La YWCA Mondiale a enjoint les femmes à prendre part aux négociations de paix, comme le recommande la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité. La Résolution 1325 appelle à la pleine participation des femmes dans la résolution des conflits et la YWCA de Géorgie continue son travail pour faire entendre les voix des femmes. "La paix est importante pour toutes les femmes, dans le monde entier, et les Géorgiennes ne sont pas une exception" affirme Eka Avaliani, "les femmes géorgiennes devraient avoir une chance de choisir le futur de leur nation, de leur famille, de leurs enfants et d'elles-mêmes dans une atmosphère de paix."

LES FEMMES COLOMBIENNES POUR LA PAIX

Le monde a fêté la libération, en juillet 2008, d'Ingrid Betancourt et des 14 autres otages retenus dans la jungle colombienne, depuis 10 ans pour certains. La YWCA de Colombie a défilé dans les rues de Bogota pour célébrer la libération des otages et appeler à la paix dans le pays.

Depuis les années 1940, les Colombiens vivent dans un contexte de conflit civil causé par les différences idéologiques entre conservateurs et libéraux. "Ce conflit a entraîné la création de guérillas et groupes paramilitaires qui promettaient d'œuvrer pour l'égalité et la justice sociale mais n'ont jamais tenu parole," explique Judith Melo Barrera, présidente de la YWCA de Colombie. "Les femmes sont les plus touchées par ce conflit qui est reflété par la population déplacée. Nombre d'entre elles sont devenues veuves à cause de la guerre. Les femmes doivent jouer le rôle paternel dans les familles. Nous voulons la paix en Colombie."

La YWCA de Colombie a participé à toutes les marches pour la paix promues par la société civile colombienne. "Nous estimons que c'est de notre devoir civique. Les femmes de notre association veulent que nos efforts de promotion des droits des femmes soient visibles dans la communauté; par ailleurs, le fait de travailler pour la paix avec différents secteurs de la communauté complète les objectifs de la YWCA," explique Judith Melo Barrera.



Les membres de la YWCA de Colombie participent à une manifestation pacifique dans les rues de Bogota. 2008



Participant·es d'une conférence de jeunes sur la construction de la paix, organisée par la YWCA du Japon et de la Corée

LES JEUNES, ACTEURS-CLÉ DE LA PAIX AU JAPON

La YWCA du Japon défend la paix. Le Japon est le seul pays à avoir vécu la dévastation de deux bombes atomiques, c'est pourquoi l'association est engagée dans l'éducation à la paix au Japon et à travers le monde.

Le Fonds de la YWCA du Japon pour l'Éducation à la paix soutient les programmes nationaux pour la paix, lesquels impliquent une coopération et une participation des réseaux internationaux des YWCA. "Le Fonds a été créé pour promouvoir la consolidation de la paix avec la vision du monde vue telle une communauté, et pour transmettre le message de paix aux jeunes à travers divers programmes," explique Dr. Mayako Ishii, présidente de la YWCA du Japon.

Grâce à ce fonds, nombre d'initiatives ont pu évoluer, dont un "Pèlerinage à Hiroshima" qui a réuni plus de 80 jeunes des YWCA de Chine, de Corée et de Palestine, et de nombreux étudiants internationaux. Les participants ont partagé et développé des idées pour la consolidation de la paix dans le monde. "La YWCA du Japon œuvre avec les jeunes pour un mouvement plus fort de consolidation de la paix dans le monde." D'autres initiatives ont été lancées, dont des conférences de jeunesse, des stages et du bénévolat.

Les femmes se situent au cœur des programmes de paix de la YWCA du Japon. "Les femmes sont toujours victimes de marginalisation dans de nombreuses sociétés et le Japon ne fait pas exception. Si les femmes ne sont pas présentes à la table des prises de décision, elles demeurent dans une

position à risque, vulnérable face aux violations de droits humains. C'est la raison pour laquelle la paix est la priorité de la YWCA du Japon."

PAGE D'HISTOIRE

Lorsque les États-Unis se sont engagés dans la première guerre mondiale, la YWCA des États-Unis s'est joint à la Campagne Unie de Travail pour la Guerre (United War Work Campaign) afin de récolter et distribuer des fonds d'aide et d'assistance à l'effort de guerre. Seule organisation de femmes dans cette Campagne, la YWCA a pris la responsabilité de répondre aux besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles touchées par le conflit. La YWCA a récolté de l'argent, recruté des travailleuses et dirigé des centres industriels de services de guerres, connus sous le nom de refuges "triangle bleu". Ces centres offraient un espace sûr pour les travailleuses et ont servi à plus de 3000 femmes durant la guerre.

Réf: YWCA of the U.S.A. Records, Sophia Smith Collection, Smith College, Northampton, Mass. Journal of Women's History, Vol. 19 No.2, pg 97. 2007

Chronique

FEMMES, PAIX et SÉCURITÉ

La Résolution 1325 a été adoptée le 31 octobre 2000. Il est le premier document émis par le Conseil de Sécurité des Nations Unies spécifiquement consacré à l'impact de la guerre sur les femmes ainsi que leur participation à la résolution de conflits et la consolidation de la paix.

Quand il s'agit de la question du genre, les notions traditionnelles de sécurité et de conflit reflètent une réalité très étroite pour les femmes. L'insécurité d'une manière générale, et notamment au niveau social, politique, économique et environnemental, empêche les femmes d'atteindre l'égalité des genres et l'émancipation. Quand il y a un manque de sécurité, les femmes et les filles sont les plus touchées par la crise. On observe un impact, souvent disproportionné, du conflit, de la guerre, de la pauvreté et même de la crise économique sur les femmes.

Ainsi, le 31 octobre 2000, lorsque le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté la Résolution 1325 sur les Femmes, la Paix et la Sécurité, cela a été considéré comme un progrès important, non seulement au niveau du contenu de la résolution, mais aussi en tant que preuve des accomplissements possibles quand les ONG, le système des Nations Unies et les États Membres travaillent ensemble.

Cette Résolution 1325 met en exergue trois domaines cruciaux s'agissant de l'égalité des genres en contexte de conflit, paix et sécurité : Participation, Prévention et Protection. Ces 3P traitent clairement de la permanente sous-représentation des femmes dans les processus formels

de paix, mais aussi de la manière dont elles peuvent contribuer à la prévention de la guerre et du conflit, et prendre en considération les besoins spécifiques des femmes et des filles en temps de conflit.

PARTICIPATION

Lorsque les femmes sont confrontées à la violence dans leur foyer ou dans leur communauté, elles n'ont pas l'énergie de participer pleinement à la consolidation de la paix au niveau local, régional ou national.

Étant donné que la féminisation de la pauvreté devient de plus en plus marquée dans les économies post-conflit, les femmes leaders potentielles peuvent ne pas avoir le courage de participer aux processus de transformation et de reconstruction des communautés car elles ont la charge des besoins fondamentaux de la famille.

Enfin, la participation pleine et égale des femmes lors des processus de consolidation de la paix commence avec l'intervention, le financement et le soutien technique aux femmes, leur permettant ainsi à la fois de participer à ces processus et de pourvoir à leurs besoins. Toutefois, afin de combler le manque de participation, les femmes

doivent s'engager dans le processus politique avant que les conflits n'éclatent.

Trop souvent, l'opinion des femmes sur la paix et la sécurité n'est pas écoutée car elles sont exclues du processus ou leurs contributions et appréciations sont méprisées. Afin de surmonter ces obstacles, la participation des femmes doit être délibérément recherchée, peut-être à travers un système de quotas, des entretiens ciblés, l'établissement ou le renforcement de ministères ou départements consacrés à la condition des femmes, et la nomination de femmes aux postes de juges, ainsi qu'auprès des autorités de police et de réforme législative.

La participation politique formelle des femmes dans les prises de décision, au stade crucial de consolidation de la paix, requiert plus que le seul fait d'avoir quelques femmes sur les listes électorales ou d'observatrices lors des forums de négociation. Les principes d'égalité des genres et de justice devraient être inclus dans les réformes législatives et constitutionnelles, les systèmes multipartis et les procédures électorales. Une fois que les femmes participeront à la vie publique, il faudrait qu'elles soient impliquées dans les prises de décision sur tous les sujets et pas seulement sur les questions de genre; il faudrait aussi qu'elles puissent



Les participantes d'un atelier sur la femme, la paix et la sécurité présentent leur affiche sur le thème "Ma Vie, Mes Préoccupations, Ma Paix". Nadi, Fiji

participer aux débats sur la sécurité et l'allocation de ressources.

PRÉVENTION

Pour les femmes, plus d'armes n'est pas synonyme de plus de sécurité. De leur point de vue, la notion de sécurité est bien plus large, c'est une notion définie en termes humains plutôt que militaires.

Les femmes les plus touchées par les armes sont souvent celles qui ont les meilleures idées sur la manière de les éliminer de la communauté. Finalement, peut-on vraiment vivre en paix tant qu'il y a des armes dans la société?

Il faut prendre en compte l'aspect très masculin de la militarisation et la nécessité de promouvoir "une puissance douce" comme alternative au type actuel de prise de décision. Les "avocats" de la Résolution 1325 doivent reconnaître la nécessité d'être vigilant et actif dans l'influence sur les priorités liées à la sécurité régionale, en particulier au niveau national. Il est temps que les gouvernements fassent concorder leur législation nationale et locale avec la Résolution 1325.

Les YWCA et les mouvements de femmes doivent agir ensemble pour

affirmer que la militarisation n'apporte ni paix ni sécurité, ni au monde ni aux nations, ni aux communautés ni aux foyers. Il faut trouver des alternatives. Les conséquences de l'exclusion et de la marginalisation des femmes constituent un obstacle de taille à la paix durable. Dans un objectif de prévention contre la guerre et le conflit, la perspective des femmes est indispensable pour la paix.

PROTECTION

Concernant les situations où éclate une guerre, un conflit ou une période de trouble, la Résolution 1325 appelle les États Membres à respecter le droit international relatif à la protection des femmes et des filles, surtout en tant que civils. Elles sont souvent la cible de violences sexuelles et d'abus lors des conflits.

Les gouvernements devraient assurer une sensibilisation à la question du genre auprès du personnel de sécurité et employer des outils tels que des indicateurs d'alerte en matière de genre, ceci afin de protéger de manière adéquate les femmes et les filles.

Il est essentiel que les domaines militaires et policiers engagent des experts en matière de genre et que

cette expertise soit incluse à tous les niveaux, concernant tous les aspects d'opérations de paix, dont des enquêtes techniques, la conception de principes d'opération, la formation, la création d'équipes et de programmes. En outre, la protection doit être étendue aux femmes officiers, dans l'armée et dans la police.

Les initiatives de police de communauté peuvent aussi être améliorées par le biais d'un engagement régulier avec les groupes de femmes, ainsi que par le recrutement de femmes ayant un bon niveau d'expertise et d'expérience de vie dans les programmes de police de communauté.

LACUNES ET OCCASIONS D'ACTION

Depuis huit ans, malgré l'appel constant des États Membres des Nations Unies de stratégies claires et de plans d'action "avec des objectifs et des plannings en matière d'intégration des perspectives de genre dans les opérations humanitaires ainsi que dans la réhabilitation et reconstruction", des lacunes demeurent dans la mise en œuvre de la Résolution 1325.

Ainsi, le rapport du 13 octobre 2004 du Secrétaire Général des Nations Unies, demande aux États Membres de développer des Plans d'Action Nationaux (PAN).

Le processus de Plan d'Action National permet d'analyser les lacunes, d'apporter des occasions de partage d'informations et de formation, mais il génère aussi engagement et propriété. Le résultat est coordonné par le biais d'une approche gouvernementale qui bénéficie du total soutien des acteurs de la société civile. La collaboration efficace des départements des Affaires Étrangères avec les organes de promotion des droits des femmes ainsi qu'avec l'armée et la police dans le développement et la mise en œuvre des PAN est une preuve que les gouvernements prennent au sérieux leur engagement en matière d'égalité des genres.

La Résolution 1325 n'est pas une liste théorique de souhaits, bien au contraire elle est une série de recommandations permettant aux États Membres de mieux agir en matière d'égalité des genres, en se basant sur les expériences et les réalités des femmes.

Les PAN aident les gouvernements à établir une approche complète et coordonnée, à sensibiliser le personnel analytique et opérationnel, et améliorent la responsabilité de tous les membres du personnel quant à l'engagement du gouvernement et aux efforts de soutien pour le contrôle et l'évaluation.

PLAIDOYER

Quant à la participation des femmes, il reste encore du chemin à faire en matière de protection des femmes et des filles mais aussi au niveau de l'intégration de la Résolution 1325 dans le cadre des opérations de soutien pour la paix et pour la consolidation de la paix.

Le mouvement mondial des femmes, et tout particulièrement les réseaux internationaux tels que la YWCA Mondiale ou l'ONG Groupe de Travail sur les Femmes, la Paix et la Sécurité, constituent une opportunité importante pour les femmes de l'hémisphère

sud, notamment pour mettre leurs aspirations et visions en commun et renseigner sur la situation dans le cadre des délibérations et du travail du Conseil de Sécurité de l'ONU. Une collaboration transnationale de la sorte peut, par exemple, aider les États Membres des Nations Unies à établir un Plan d'Action National final et éprouvé, destiné à être présenté à l'occasion de la Session du 10^e anniversaire du Conseil des Droits de l'Homme en octobre 2010.

La collaboration transnationale a aussi son importance dans la mobilisation des ressources nécessaires, financières et techniques, afin d'aider les femmes à faire entendre leur voix pour la paix sur la scène des politiques.

La Résolution 1325 n'est pas une liste théorique de souhaits, bien au contraire elle est une série de recommandations permettant aux États Membres de mieux agir en matière d'égalité des genres, en se basant sur les expériences et les réalités des femmes, non seulement lors

des conflits mais aussi dans le cadre de la prévention des conflits. Les femmes peuvent agir en partenariat pour un monde de paix et de sécurité pour tous, ceci en contribuant aux Plans d'Action Nationaux, faisant le lien entre la mise en œuvre de la Convention CEDAW, du Programme d'Action de Beijing ainsi que des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

**Par Sharon Bhagwan Rolls –
Coordinatrice, femLINKPACIFIC
(www.femlinkpacific.org.fj)**



Sharon est membre fondatrice de femLINKPACIFIC: Media Initiatives for Women.

Elle est membre de la YWCA de Fidji depuis 1986. Ces engagements ainsi que sa foi

l'ont inspirée à travailler dans le domaine des médias et de la communication.

Pour plus d'information:
www.peacewomen.org
www.iwtc.org
www.femlinkpacific.org.fj/

La sécurité vue par les femmes

**ECELINI WELEILAKEBA
64 ANS, FIDJI**



Activement engagée auprès de la YWCA de Fidji depuis les années 1960, Ecelini était la seule déléguée des

îles Fidji lors du Conseil de la YWCA Mondiale en 2003 à Brisbane. Elle était à la tête de la délégation de Fidji lors du Conseil Mondial en 2007 à Nairobi. Elle a œuvré en tant que trésorière, vice-présidente puis présidente temporaire de la YWCA de Fidji.

Qu'est-ce que cela signifie de vivre dans un contexte de guerre?

Vivre dans un contexte de coups d'État à Fidji est synonyme d'incertitude; il est donc difficile de faire des plans et d'accorder des fonds à ces plans. Cela signifie aussi qu'il faut être plus attentif à ce que l'on dit et à qui on le dit, ce sont des challenges qui mettent à l'épreuve nos capacités de communication.

Quels sont les processus ou pratiques locales qui pourraient rétablir la paix ou prévenir le conflit?

Les pratiques locales de communication reposent principalement sur une non-confrontation. Un exemple est la pratique du veisiko ou visite, similaire à un rendez-vous durant lequel le débat

peut avoir lieu dans un environnement propice.

Comment les femmes peuvent-elles contribuer à la consolidation de la paix?

Les femmes peuvent y contribuer en se concentrant sur le développement des capacités dans leur famille et dans leur communauté, mais aussi en continuant leur engagement à promouvoir le dialogue et la communication au sein-même de leur communauté. Il est difficile mais important de continuer les activités des clubs. Après le coup d'État de 2000, dans l'esprit de la pratique de veisiko, des femmes leaders se sont rendues au camp militaire pour rencontrer le Commandant de l'Armée et lui faire

part de leurs plaintes concernant le coup d'État; c'était une rencontre pacifique pour montrer que les femmes peuvent communiquer pacifiquement.

Quels changements aimeriez-vous voir au niveau des actions du gouvernement?

J'aimerais que le gouvernement fasse preuve de volonté politique à écouter sérieusement les voix des femmes et des jeunes, qu'il reconnaisse et respecte le rôle des femmes et des jeunes et accorde de la valeur à leurs capacités et à leur talent dans le processus de construction de la nation.

KORPU YARKPA 30 ANS, LIBERIA

Le Liberia est le théâtre de graves guerres civiles depuis près de 14 ans. Plus de 200'000 personnes ont été tuées pendant les conflits. Korpu avait à peine 11 ans lorsque la guerre a éclaté et elle a fait partie des plus de 30'000 femmes qui ont pris les armes pendant les guerres civiles. Aujourd'hui, elle est couturière et bénéficie du programme de la YWCA du Liberia pour la réinsertion des ex-combattantes.

Qu'est-ce que cela signifie de vivre dans un contexte de guerre?

Je viens du comté de Bong, au Liberia. Ma vie avant la guerre était meilleure car mes parents prenaient soin de mon bien-être et de ma scolarisation. Pendant la guerre, mon premier rôle en tant que femme combattante était de préparer à manger pour les combattants sur le front puis j'ai fini par prendre les armes et aller moi-même au combat.

Qu'est-ce qui vous a motivée à devenir combattante?

Le souvenir de la guerre le plus présent dans ma mémoire est la perte de mon frère aîné qui s'occupait de la maison. Il s'est fait décapiter sous mes yeux; c'est la raison pour laquelle je suis devenue combattante... pour protéger

ma mère. Elle a été très affectée par la guerre: elle a perdu son fils aîné qui n'était ni soldat ni combattant et elle a dû quitter sa maison et trouver un autre endroit pour vivre. Puis, quand elle est revenue, elle a trouvé sa maison brûlée. Elle a tout perdu à cause de la guerre.

Quelles sont les conséquences, sur votre vie, du fait d'avoir été combattante?

Mes dix années en tant que combattante n'ont été que du temps perdu. Je n'ai rien appris. Au quotidien, je devais répondre aux appels des Commandants Généraux et obéir à leurs ordres. Puis mon épreuve a pris fin et j'ai réalisé que mes collègues amélioraient leur vie et devenaient de bons citoyens et moi non.

En quoi votre vie a-t-elle changé depuis que la guerre est finie?

J'ai pu me réintégrer dans ma communauté grâce au programme de la YWCA du Liberia. J'ai participé à la formation et j'ai appris la couture.

Quels changements aimeriez-vous voir au niveau des actions du gouvernement?

Ce qui aurait dû être fait pour améliorer le processus de consolidation de la paix au Liberia était de donner la possibilité à toutes les ex-combattantes d'aller dans des centres de réinsertion pour se remettre psychologiquement des effets du conflit armé. Aujourd'hui, je vois ma patrie, le Liberia, comme un bon pays; depuis la guerre, des choses ont changé, se sont améliorées et tout le monde sait que, quel que soit le problème, la guerre n'est jamais la bonne réponse.

ARDA AGHAZARIAN 28 ANS, PALESTINE



Pour beaucoup de jeunes gens, une vie sous l'occupation est inimaginable. Pour

les jeunes Palestiniens, c'est une réalité quotidienne. Arda, membre du comité exécutif de la YWCA Mondiale et de la YWCA de Palestine depuis plus de sept ans, partage avec nous son expérience.

Depuis combien de temps vivez-vous dans un contexte de conflit armé ?

Avant même que je sois née: mes parents, tout comme mes grands-parents, ont grandi dans un environnement marqué par la guerre. Cela risque de durer encore un certain temps...

Comment est-ce que cela vous affecte en tant que jeune femme?

L'un des effets le plus important est le manque d'élan, d'impulsion. Il y a toujours cette crainte que quelque chose arrive et ruine nos projets. Cette peur ne mène à nulle part. C'est difficile d'aller de l'avant dans un tel environnement, les choses changent constamment et ont un impact sur la vie de chacun.

En quoi est-ce positif de grandir au milieu d'un conflit ?

Cela force les individus à appréhender la vie de façon réaliste. Il n'y a malheureusement pas d'autre choix. Vivre dans un tel environnement augmente l'instinct de survie de chacun, le sens de la débrouille et nous contraint à ne pas considérer les choses comme allant de soi.

S'il y avait une chose à changer pour rendre votre situation meilleure, quelle serait-elle?

Ne pas laisser passer les actes racistes.

De quelle manière une jeune femme peut-elle contribuer à la paix ?

En usant de ses connaissances, de sa persévérance et plaider pour le droit de vivre dans la paix et la justice, en dépit de tout.

Version simplifiée de la Résolution 1325 sur les Femmes, la Paix et la Sécurité, élaborée par l'International Women's Tribune Centre

- 1** Augmenter le nombre de femmes aux postes décisionnels dans les institutions internationales, nationales et régionales engagées dans la prévention, la gestion et la résolution de conflits.
- 2** Augmenter la participation des femmes à la prise de décision dans la résolution de conflits et les processus de paix.
- 3** Établir une liste de candidates centralisée et régulièrement mise à jour afin de nommer davantage de femmes parmi les représentants et envoyés spéciaux chargés de missions de bons offices notamment
- 4** Accroître le rôle et la contribution des femmes dans les opérations des Nations Unies sur le terrain, en particulier en qualité d'observateurs militaires, de membres de la police civile, de spécialistes des droits humains et de personnel humanitaire.
- 5** Veiller à ce qu'une approche basée sur l'égalité des genres soit inclut dans les opérations de maintien de la paix.
- 6** Mettre à disposition des instructions et des éléments de formation concernant (1) la protection, les droits et les besoins des femmes, (2) l'importance de la participation des femmes aux mesures de consolidation et maintien de la paix et (3) la sensibilisation au VIH et SIDA dans les programmes nationaux de formation destinés au personnel des forces militaires et de la police civile.
- 7** Augmenter le soutien volontaire financier, technique et logistique pour les formations aux questions de parité.
- 8** Adopter une démarche soucieuse de l'égalité des genres lors de la négociation et de la mise en œuvre des accords de paix dans les domaines tels que:
 - » Les besoins spéciaux des femmes et des filles lors du rapatriement et de la réinstallation et lors de la réinsertion, réintégration et reconstruction post-conflit.
 - » Soutenir les initiatives de paix des groupes de femmes, ainsi que les processus locaux de résolution de conflit; permettre la participation des femmes à tous les niveaux de la mise en œuvre des accords de paix.
 - » Veiller à la protection et au respect des droits fondamentaux des femmes et des filles, en particulier, au niveau de la constitution, du système électoral, de la police et du système judiciaire.
- 9** Respecter le droit international applicable aux droits et à la protection des femmes et des filles, surtout en tant que civiles, lors des conflits armés.
- 10** Prendre des mesures particulières pour la protection des femmes et des filles contre la violence sexiste, en particulier contre le viol et autres formes de violence et abus sexuels dans les situations de conflit armé.
- 11** Mettre fin à l'impunité et poursuivre en justice ceux qui sont accusés de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, y compris toutes formes de violence sexiste et autre envers les femmes et les filles, et exclure ces crimes du bénéfice des mesures d'amnistie.
- 12** Respecter le caractère civil et humanitaire des camps et installations de réfugiés et prendre en considération, dans leur conception, des besoins particuliers des femmes et des filles.
- 13** Prendre en compte les besoins différents des ex-combattants, femmes et hommes, dans la planification du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, mais aussi prendre en considération les besoins des personnes dont ils ont la charge.
- 14** Prendre en considération l'effet potentiel de l'article 41 de la Charte des Nations Unies sur la population civile, en gardant à l'esprit les éventuelles exemptions à titre humanitaire et les besoins particuliers des femmes.
- 15** Veiller à ce que les missions du Conseil de Sécurité prennent en compte l'égalité des genres ainsi que des droits des femmes, notamment par le biais de consultations avec des groupements locaux et internationaux de femmes.
- 16** Mener une étude sur (1) les effets des conflits armés sur les femmes et les filles, (2) le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et (3) la composante égalité des genres dans les processus de paix et de règlement des différends. Présenter les résultats au Conseil de Sécurité de l'ONU et les mettre à la disposition de tous les États Membres.
- 17** Présenter au Conseil de Sécurité des rapports sur les progrès réalisés en matière d'intégration des questions de parité dans les missions de maintien de la paix et sur tous les autres aspects liés aux femmes et aux filles.

Appel à l'action

Maintenir la Résolution 1325 au premier plan:

Veiller à la pleine participation des femmes dans la consolidation de la paix et le règlement des différends

Il est nécessaire que des actions-clé accompagnent les instruments internationaux tels que la Résolution 1325 et la CEDAW afin d'apporter une signification pratique aux principes théoriques.

Quand une crise éclate, on peut faire la liste de ce qui se passera avant même que cela n'arrive. La liste comprend des hommes qui se battent pour le pouvoir et l'autorité, et la faible présence voire l'absence des femmes dans les structures dirigeantes. Les signes avant-coureurs sont constitués de faits similaires: les budgets nationaux commencent à être très centrés sur les secteurs de la sécurité, telles la police et l'armée, et beaucoup moins sur l'éducation et la santé. L'engagement civique est restreint et les organisations de la société civile, et en particulier celles qui œuvrent en matière de droits humains et démocratie, sont menacées ou contraintes à cesser leurs activités.

Une fois que la crise éclate, l'histoire est la même. Femmes et enfants sont les principales victimes, déplacées, en fuite. Ces images nous brisent le cœur. Les violences sexistes deviennent monnaie courante. Elle a été victime d'un viol collectif. Ils étaient armés.

Enfin, lorsque commencent les négociations de paix, des hommes parlent entre eux, il y a peu ou pas de place pour d'autres voix. Tout le monde s'exprime au nom du peuple et pourtant personne ne consulte le peuple, et encore moins les femmes et les jeunes. Certaines femmes emblématiques parviennent à accéder à la table des négociations; sous la pression,

elles peinent à faire passer quelques engagements sur les quotas paritaires et les questions sociales. Les femmes fêtent à l'extérieur.

C'est la réalité que nous venons de décrire qui a accompagné les importantes activités de plaidoyer, lesquelles ont conduit à l'adoption, en 2000, de la Résolution 1325 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Pour des organisations comme la YWCA, ceci a annoncé une nouvelle ère d'affirmation du rôle prépondérant du leadership des femmes. Le leadership des femmes, leur sagesse et leur perspicacité, nécessaires pour contribuer à la prévention et à la gestion des conflits, ont désormais un mandat. La connaissance des femmes, leur

expérience et leur expertise pourront maintenant avoir de la valeur et être affirmées avec l'espoir que les femmes n'auront plus à se battre pour avoir une place dans les négociations et que les hommes et les femmes partageront la responsabilité de la reconstruction de leurs communautés, de leur nation, de leur futur.

Même dans le maintien de la paix, la Résolution 1325 établit l'importance de la protection des droits et de la participation effective des femmes. Six ans plus tard, le problème de la violence sexiste en temps de guerre est devenu très aigu, le viol étant utilisé comme arme de guerre. En réponse à cette grave situation, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a passé une résolution, La Résolution 1820, pour traiter de ce problème crucial de violation de droits humains. Instrument complémentaire à la Résolution 1325, la Résolution 1820 a été adoptée rapidement, et pourtant nombre de femmes ignorent son existence.

Il est nécessaire que des actions-clé accompagnent les instruments internationaux tels que la Résolution 1325 et la CEDAW afin d'apporter une signification pratique aux principes théoriques. En premier lieu, il faut que les dirigeants politiques affirment le rôle des femmes en tant que citoyennes, ceci en faisant preuve d'une réelle volonté politique appuyée par des

Dans le monde,
1 parlementaire sur 5 est une femme. Les quotas font la différence dans l'accroissement de cette proportion. Au taux d'accroissement actuel, il faudra **20** ans, pour les pays développés, et jusqu'à 40 ans pour tous les autres pays, pour que les femmes représentent 40% de la représentation parlementaire

connaissances, des capacités et des démarches en faveur de l'égalité des genres; cela apporterait une contribution qualitative à la prévention des conflits, aux négociations et à la consolidation de la paix.

En second lieu, il faut évidemment que les femmes prennent conscience que le pouvoir n'est jamais donné, même dans un système de quota. Il faut s'affirmer, négocier, prendre position et se présenter comme leader. Ainsi, encourager et développer le leadership des femmes est au cœur-même de la mise en application de ces résolutions. Troisièmement, il s'agit aussi de ressources. La mise en œuvre de ces résolutions exige des ressources financières, du temps et des compétences. Investir dans les femmes requiert une conscience des priorités dans l'allocation de ressources de la part de divers acteurs et communautés.

Enfin, les droits fondamentaux des femmes et des hommes doivent être mis en avant. Il est essentiel de reconnaître la longue quête de l'humanité, pour une vie dans la dignité, la sécurité, avec les libertés nécessaires et les responsabilités qui vont avec, afin que les instruments internationaux pour la paix et la justice soient efficacement mis en œuvre.

La YWCA, en tant que mouvement, fondée sur des principes chrétiens, affirme toujours le mystère de la création, le caractère unique de l'être et la complémentarité des différentes formes de vie. Nos nations se perdent lorsque l'esprit est éliminé ou n'est pas encouragé. L'égo devient l'être, le pouvoir de domination engendre discorde et conflits. Nous devons continuer à aller plus loin dans l'esprit du partage, du respect et du don.



Par Nyaradzayi Gumbonzvanda, Secrétaire Générale de la YWCA Mondiale

Étude de cas:

Crise post-électorale au Kenya et au Zimbabwe

En 2008, le Kenya et le Zimbabwe ont organisé des élections générales qui ont tourné à la violence et à l'instabilité. Le mouvement de la YWCA a répondu à la situation avec compassion et urgence. Cet extrait d'un rapport d'Hélène Yinda, Directrice Régionale pour l'Afrique et le Moyen-Orient, traite de la réponse de la YWCA Mondiale face à cette situation de conflit post-électorale et analyse les actions entreprises immédiatement après les élections.



LUTTE POUR LA SURVIE AU ZIMBABWE

Au Zimbabwe, la violence politique a aussi succédé aux élections générales de mars 2008 et le second tour qui a eu lieu en juin. La situation du Zimbabwe était exacerbée par la terrible crise économique et le manque d'espace politique avant les élections, ainsi que par les sanctions internationales ciblées imposées au pays depuis plusieurs années.

En réponse à la crise post-électorale qui a duré six mois, l'aide et les interventions internationales étaient restreintes. Cependant, la YWCA Mondiale a commencé son travail en collaboration avec la YWCA du Zimbabwe avant même les élections, en apportant un soutien particulier face à la

crise économique. La YWCA du Zimbabwe a reçu une invitation à observer officiellement les élections et la YWCA Mondiale a encouragé la YWCA du Zimbabwe à intégrer les activités de plaidoyer dans son travail. Près de 100 membres de la YWCA ont été formés et ont participé à l'observation. Soucieuse de la sécurité de ses membres, la YWCA du Zimbabwe a fait part de son inquiétude à la YWCA Mondiale quant à la situation peu sûre dans laquelle ils œuvraient.

Alors que les élections se rapprochaient, la YWCA Mondiale recevait régulièrement des nouvelles de la YWCA du Zimbabwe et de la Coalition de Femmes du Zimbabwe. Les nouvelles étaient détaillées et informatives, fournissant même des statistiques à diverses étapes du processus électoral. Ces

informations importantes ont aidé à la compréhension de la situation des femmes dans le pays, permettant ainsi un soutien apporté par la YWCA Mondiale dans la planification stratégique.

La YWCA Mondiale a invité deux femmes du Zimbabwe à Genève: une membre de la YWCA, venant d'une région rurale, et une jeune femme du Girl Child Network. Elles ont ainsi pu partager leur expérience lors d'un événement organisé par la YWCA Mondiale en marge du Conseil des Nations Unies pour les Droits de l'Homme. Ces expériences personnelles présentées à l'ONU et à la communauté œcuménique à Genève, ont permis de mieux comprendre les conditions difficiles auxquelles font face les femmes et les jeunes filles.

FEMMES ET FILLES DÉPLACÉES AU KENYA

Les Kenyans n'étaient pas préparés à l'ampleur de la violence qui a suivi les élections, en janvier-février 2008. Avant les élections, la YWCA du Kenya avait déjà eu l'occasion de travailler dans le cadre d'élections générales : l'équipe de la YWCA avait organisé des formations sur les femmes et l'éducation civique. La Secrétaire Générale de la YWCA Mondiale, Nyaradzayi Gumbonzvanda, s'était rendue au Kenya pendant les élections générales. Lorsque la violence a éclaté, elle a pu travailler avec la YWCA du Kenya pour évaluer la manière dont l'association pourrait se joindre au mouvement pour contribuer à la consolidation de la paix dans le contexte de la crise post-électorale.

En tant que directrice régionale pour l'Afrique et le Moyen-Orient, j'ai donc effectué une mission au Kenya en janvier et j'ai rejoint la YWCA du Kenya dans la réalisation d'une évaluation rapide des besoins en partenariat avec la Société de la Croix-Rouge kenyenne



Nyaradzayi Gumbonzvanda, Secrétaire générale de la YWCA Mondiale, discute avec Raila Odinga, Premier Ministre du Kenya, candidat de l'opposition à la présidence, lors de la visite de solidarité Living Letters, occasion d'élever la voix des femmes aux leaders politiques. Février 2008. © Juan Michel / WCC

afin de déterminer les besoins des femmes et des enfants dans les camps pour personnes déplacées y compris les structures de la YWCA servant de refuge. Comprendre ce que vivaient les femmes dans leur foyer, dans leurs communautés et surtout dans les camps pour personnes déplacées, nous a aidés à mieux évaluer les besoins des femmes.

En tant que mouvement, la YWCA ne s'attendait pas à ce que la crise s'installe à ce point. Alors que la violence continuait, la situation empirait. Nyaradzayi Gumbonzvanda et Geeske Zanen, membre du Comité exécutif de la YWCA Mondiale, firent une visite ultérieure avec l'équipe Living Letters Solidarity du Conseil Mondial des Églises. Ayant à l'esprit les histoires et les demandes des femmes et des jeunes, Nyaradzayi Gumbonzvanda, Geeske Zanen et Mwajuma Abok, Secrétaire Générale nationale de la YWCA du Kenya, purent ainsi faire entendre les voix des femmes à la table de la médiation.

LE PLAIDOYER CONTINUE

La délégation de la YWCA Mondiale comprenait aussi des membres des YWCA du Kenya et du Zimbabwe, lors de la réunion pré-sommet de l'Union Africaine à Sharm el Cheik, en Égypte, en juin 2008. Ces

membres des YWCA ont témoigné des conditions de vie des femmes au Kenya et au Zimbabwe à un niveau régional de prise de décisions.

Dans les deux cas, au Kenya comme au Zimbabwe, la YWCA Mondiale a joué un rôle fédérateur et organisateur, avec pour guide la Résolution du Conseil de la YWCA Mondiale sur la CEDAW et la Résolution 1325. Il était cependant évident que le fait d'avoir une résolution est une chose, mais élaborer les stratégies nécessaires et planifier une réponse d'urgence à la situation en est une autre: cela requiert un haut degré d'engagement, de ressources et de compétences. Les leçons tirées de l'expérience peuvent servir d'exemple à d'autres interventions dans d'autres régions.



Par Hélène Yinda, Directrice Régionale pour l'Afrique et le Moyen-Orient

Jeunes femmes dynamiques

INTÉGREZ-NOUS , SANS COMPLAISANCE

Les jeunes proposent des recommandations liées à la Résolution 1325

Lotaya Smith, jeune membre du Comité exécutif de la YWCA de la Barbade et Officier de Police de la Royal Barbados Police Force, a fait part des recommandations finales émises par les jeunes déléguées. Dans cet article, elle revient sur son expérience au Liberia et sur l'importance du leadership des jeunes femmes dans la consolidation de la paix.

Le Colloque international a donné l'occasion aux jeunes femmes et hommes venant des quatre coins du monde de partager des idées et élaborer des recommandations pour la paix et la sécurité dans le cadre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Dans l'objectif de veiller à ce que les jeunes femmes connaissent leurs droits et qu'elles participent pleinement à la consolidation de la paix, les jeunes ont demandé à ce que la Résolution 1325 soit traduite plusieurs langues, soulignant qu'il faudrait rédiger des versions appropriées aux personnes illettrées.

A travers nos recommandations pour la paix et la sécurité, nous avons mis l'accent sur la nécessité que les services de police et de justice répondent à la situation et au vécu des jeunes femmes pendant et après un conflit armé.

Un nombre grandissant de jeunes femmes servent dans l'armée et dans la police et la Résolution 1325 appelle à ce qu'il y ait plus de femmes dans ces institutions. Mais le harcèlement sexuel et la violence demeurent. Une étude, publiée en 2004, effectuée auprès des vétérans des États-Unis ayant combattu au Vietnam et dans les autres guerres

depuis ce moment-là, a révélé que 71% des femmes interrogées avaient été victimes de harcèlement sexuel ou de viol pendant leur service à l'armée¹.

N'ayant aucun recours juridique possible, les jeunes femmes servant au sein d'organisations militaires non-gouvernementales sont confrontées à des difficultés d'autant plus considérables. Souvent enrôlées comme "épouses", elles sont doublement victimes une fois le conflit terminé: elles sont victimes en tant qu'ex-soldat et en tant que femmes. L'ONU reconnaît que ce phénomène de filles soldats est négligé et peu étudié dans le monde. C'est pourquoi il est essentiel que les jeunes femmes soient consultées lors du regroupement de preuves pour des systèmes de police et de justice respectueux de l'égalité des genres.

Concernant le leadership des femmes, nous recommandons que l'investissement commence dans le leadership des jeunes femmes par le biais de formations, de parrainage, de programmes sportifs et de création d'espaces sûrs. Nous trouvons qu'il est essentiel de permettre aux hommes et aux jeunes hommes d'avoir une socialisation positive des genres, afin de les sensibiliser au partage des responsabilités dans la prise de décision et la dispense de soins. Le leadership des jeunes femmes est essentiel à l'émancipation économique, à la paix, à la

¹ Benedict, Helen. The private war of women soldiers. Salon.com published 03.07.2007



Lotaya Smith (g) de la YWCA de Barbados. Rachel Clapson (c) de la YWCA d'Angleterre et Pays de Galles et Ambar Aleman (d) de la YWCA du Canada au Colloque international sur l'autonomisation des femmes, le développement du leadership, la paix et la sécurité internationales. Monrovia, Libéria, mars 2009

sécurité, à l'éducation, à la protection de l'environnement, à la justice, à l'égalité des genres et à l'émancipation des femmes.

Le colloque a été un réel succès. Les forums étaient informatifs et productifs, ils ont permis aux femmes, de toutes catégories sociales de la société libérienne et du monde, de partager des expériences et des idées sur la manière de traiter avec urgence des questions les concernant. Les thèmes discutés lors du colloque étaient tous liés, soit des sujets concernant les droits humains dans le monde dans le cadre du développement des devoirs et des engagements.

Au colloque étaient présentes des femmes leaders du monde entier; le leadership des femmes est sur le bon chemin. Personnellement, le colloque m'a aidé à sortir de ma coquille et communiquer avec des jeunes femmes dynamiques, charismatiques et encourageantes.

Je félicite la YWCA Mondiale et les co-organisateurs du colloque d'avoir maintenu à l'ordre du jour les questions liées aux jeunes femmes et d'avoir exposé au monde entier la vision et le leadership des jeunes femmes.

C'était un honneur pour moi de participer à ce colloque; les quelques jours passés aux côtés de jeunes femmes dynamiques du monde entier a été une expérience très enrichissante et motivante.

Les recommandations des jeunes se concluent par un fervent appel aux femmes leaders que je rapporte

ici: "Les jeunes femmes vous invite à nous protéger sans nous étouffer. Pleurez avec nous mais n'ayez pas pitié. Éduquez-nous mais ne nous jugez pas. Intégrez-nous sans condescendance. Laissez-nous faire des erreurs pour en tirer les leçons. Écoutez-nous. Faites-nous confiance. Respectez-nous. Croyez-en nous. Quoi que vous disiez ici, mettez-le en application. Quelles que soient vos promesses, tenez-les et agissez en conséquence. Montrez l'exemple aujourd'hui: faites une place à la voix des jeunes femmes; parrainez une jeune femme; encouragez et parlez aux jeunes gens autour de vous. Et souvenez-vous de quand vous aviez notre âge. En tant que femmes, permettez-nous de nous encourager les unes les autres et d'œuvrer pour notre émancipation."

Plus de 70 jeunes femmes et hommes du monde entier ont participé au forum des jeunes co-organisé par la YWCA Mondiale lors du Colloque international sur l'autonomisation des femmes, le développement du leadership, la paix et la sécurité internationales, qui a eu lieu les 7 et 8 mars au Libéria.

Initier le changement

Vers une paix durable: Quand les femmes trouvent des solutions en temps de conflit

La mise en œuvre de la Résolution 1325 par la YWCA de la RDC

Lors du Conseil de la YWCA Mondiale en 2007, la YWCA de la République Démocratique du Congo (RDC) a soumis une motion pour l'adoption d'une résolution qui donnerait mandat au mouvement YWCA pour initier ses membres à la Résolution 1325, la promouvoir au sein de la communauté et faire pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent ses recommandations. Dans cet article, nous allons voir ce qui a incité la YWCA de la RDC à plaider pour les femmes, la paix et la sécurité.

En 1994 éclatait le génocide des Tutsis du Rwanda qui a fait près d'un million de victimes en quelques semaines. Depuis, la région des Grands Lacs (République démocratique du Congo, Rwanda, Ouganda) reste une poudrière: réfugiés par milliers, viols collectifs et combats se succèdent. Le nombre total de morts est estimé à 3 millions ces 10 dernières années. C'est dans ce climat que s'est formé la YWCA de la RDC, en 2001, avec pour ambition de contribuer à la paix et au développement du pays grâce au leadership des femmes.

La première préoccupation de l'association a été d'accroître la représentation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions. A commencer par leur implication dans le processus électoral. Avec le soutien d'organisations partenaires, la YWCA de la RDC a initié un projet de mobilisation et d'éducation des femmes et des jeunes filles à la culture de la démocratie, avant et après le processus électoral. D'autres projets

parallèles voient le jour, notamment de monitoring sur les femmes et la sécurité durant une période électorale.

La réalisation de ces activités a révélé un certain nombre de faits majeurs: les multiples barrières, qui empêchent l'accès des femmes à des postes de leader, comme l'analphabétisme, les coutumes, la pauvreté ou la dépendance économique ; et la nécessité de protéger les femmes et les jeunes filles durant une période électorale.

L'évaluation de leur travail va surtout inciter la YWCA de la RDC à adopter un nouvel angle d'action : Plaider l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité sur les Femmes, la Paix et la Sécurité.

Car impliquer les femmes à tous les niveaux de prise de décision, c'est, entre autres choses, leur permettre de définir elles-mêmes les solutions pour leur propre sécurité.

La YWCA de la RDC a jugé qu'il serait pertinent que la YWCA Mondiale s'approprie de la Résolution 1325. Durant la réalisation du projet

de Mobilisation et d'éducation des femmes à la culture de la démocratie, la YWCA de la RDC a sollicité l'accompagnement de la YWCA Mondiale en tant qu'observatrice internationale des élections. Cependant, la YWCA Mondiale ne pouvait initier une telle action, n'ayant pas pris officiellement position - dans la forme d'une résolution du Conseil mondial - sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

C'est ainsi que la YWCA de la RDC a soumis au mouvement une proposition de Résolution pour un appel à la solidarité de la YWCA Mondiale en Afrique dans le processus de résolution des conflits, de la reconstruction et de la consolidation d'une paix durable et ce, conformément à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité sur les femmes, la paix et la Sécurité. Elle a été adoptée à l'unanimité lors du Conseil mondial de Nairobi au Kenya, en juillet 2007.

Dès lors, la YWCA Mondiale s'est appropriée la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité et a planifié le suivi de cette résolution à travers des



Participant à l'atelier de la YWCA de la RDC sur les principes de la démocratie

actions concrètes. En décembre 2008, sur initiative de la YWCA de la RDC et en collaboration avec la branche YWCA de Goma, la YWCA Mondiale a lancé un appel à l'action pour la paix à Goma et dans toute la région des Grands Lacs. Cet appel à l'action encourage la cessation des hostilités ainsi que l'application stricte du pacte de Nairobi¹ et la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.

Aujourd'hui, la Résolution 1325 est plus que jamais nécessaire dans le contexte de la RDC. Les YWCA du monde entier doivent travailler ensemble à la promotion de cet outil, pour influencer sur la politique.

¹ En décembre 2006, les chefs d'État et gouvernements de la région des Grands Lacs se sont réunis à Nairobi pour signer un pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement. Ce pacte comprend des protocoles et programmes d'action et est divisé en quatre parties thématiques: Paix et Sécurité, Démocratie et bonne Gouvernance, Développement économique et Intégration régionale, et Questions humanitaires et sociales.

Résolution du Conseil de la YWCA Mondiale: Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies

La YWCA Mondiale promeut la participation des femmes dans la prévention et la résolution de conflits ainsi que dans le processus de paix, en ligne avec la Résolution 1325 sur les Femmes, la Paix et la Sécurité. Les YWCA sont encouragées à fournir des programmes d'éducation civique qui soutiennent la participation des femmes et des jeunes filles dans la construction de la paix, la réconciliation ainsi qu'une coopération équitable de la femme dans la démocratie et dans l'observation des processus électoraux.

VIH et SIDA

Réinterpréter la violence du point de vue des femmes vivant avec le VIH

De nombreuses études montrent que la violence peut être à la fois une cause et une conséquence de la transmission du VIH chez les femmes¹. Cette corrélation entre les deux problèmes entraîne un continuum dans lequel les facteurs politiques, économiques, culturels ainsi que les relations sociales interagissent. Il faut donc revoir définitivement les formes que prennent ces relations.

Le mouvement de femmes a réussi à faire lumière sur les différentes formes de violence, accomplissant des progrès notoires dans sa définition et sa dimension.

Actuellement, la majorité des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont des lois, des programmes, des réseaux de soins et de recherche qui servent de base pour l'éradication progressive de la violence sexiste. Toutefois, les spécificités des différents groupes de femmes doivent être prises en considération lors de la mise en place de stratégies; en effet, la violence envers les femmes n'est pas un problème ponctuel, il comporte des nuances différentes selon les circonstances et le contexte.

Ainsi, les expériences des femmes vivant avec le VIH peuvent représenter de nouveaux éléments utiles à l'analyse et à l'approche des politiques

et programmes. La majorité de ces femmes ont été victimes de violence: violence physique, psychologique, émotionnelle ou économique. Puis, une fois qu'elles sont diagnostiquées séropositives, ces formes de violence apparaissent ou s'accroissent.

VIOLENCES SEXUELLES ET VIH

Pour les femmes, les relations sexuelles avec leur partenaire peuvent être l'une des voies de transmission du VIH, mais aussi le contexte dans lequel elles sont victimes de violence après le diagnostic.

TRANSMISSION DU VIRUS PAR LE PARTENAIRE: INTENTION OU NÉGLIGENCE

Dans de nombreux pays, le cadre légal établit que les personnes ayant connaissance de leur séropositivité doivent le dire à leur partenaire. Cependant, nous avons des témoignages récurrents de la part de femmes vivant avec le virus: nombreuses sont celles qui nous disent que leur époux/compagnon savait qu'il était séropositif et ne leur a rien dit, continuant à avoir des rapports sexuels non protégés.

La plupart des femmes d'Amérique Latine et des Caraïbes rapportent qu'elles ont eu connaissance de leur séropositivité lors de visites médicales pré- ou post-natales ou lorsque leur

enfant est décédé suite à une maladie liée au VIH. Le partenaire nie avoir été le premier contaminé par le virus et accuse publiquement la femme d'avoir contaminé la famille. La stigmatisation sociale liée à cette situation discrédite des femmes au sein de leur famille, ce qui, par conséquent, donne lieu à des situations de violence dans la vie des femmes vivant avec le VIH.

Par ailleurs, nombre de femmes croient que leur partenaire n'a pu contracter le VIH qu'avec une autre femme ou une travailleuse du sexe, ignorant la possibilité qu'il ait pu avoir des relations sexuelles avec d'autres hommes.

ÉPISODES DE VIOLENCE PHYSIQUE ET SEXUELLE DE LA PART DU PARTENAIRE SUITE À UN DIAGNOSTIQUE POSITIF

Les femmes vivant avec VIH sont confrontées au risque de la violence physique et sexuelle de la part de leur partenaire une fois qu'elles révèlent leur séropositivité. Aux États-Unis, 4 études sur 20 rapportent que les femmes interrogées avaient vécu une situation de violence après avoir révélé leur séropositivité, en moyenne 8%, les chiffres allant de 3,2% à 24% dans les diverses études menées à ce sujet. Certaines études montrent que les femmes ayant déjà été victimes de violence ont plus de risque d'y être à nouveau confrontée suite à l'annonce

¹ Luciano, Diny. Exploring the Intersections between HIV and Violence against Women in Latin America and the Caribbean. Development Connections. Washington, D.C., 2007.



La violence peut réduire la possibilité aux femmes de négocier l'utilisation d'un préservatif avec son conjoint. Dans les relations abusives, parler de relations sexuelles protégées peut placer une femme dans une situation risquée

de leur séropositivité². Dans la région d'Amérique Latine et des Caraïbes, on a de nombreux témoignages de femmes qui sont humiliées par leur partenaire, celui-ci les accusant d'infidélité, leur disant qu'elles ne sont plus bonnes à rien et qu'il ne les aime plus. Certaines sont aussi victimes d'abus sexuel comme une punition. La violence à laquelle sont confrontées les femmes vivant avec le VIH n'est pas restreinte aux relations hétérosexuelles. Elle existe aussi chez les couples homosexuels.

IMPOSSIBILITÉ ET INCAPACITÉ D'AVOIR DES RELATIONS SEXUELLES PROTÉGÉES

La violence réduit aussi les possibilités d'incitation à l'utilisation du préservatif. En effet, les relations étant marquées par la violence, parler de relations sexuelles protégées rend les femmes vulnérables à la violence, leur vie étant même en danger. Ce manque de pouvoir expose les femmes à la

contamination et à la recontamination: "N'ayant pas appris comment inciter le partenaire à utiliser un préservatif, les femmes sont exposées à une nouvelle contamination." La violence réduit aussi leurs capacités à percevoir le risque, et même quand elles en sont conscientes, les femmes ne peuvent pas se protéger contre la recontamination, la contraction d'autres maladies sexuellement transmissibles ni contre des grossesses non désirées.

La violence dans le couple est l'un des obstacles majeurs au développement des femmes; la violence réduit l'autonomie et affecte l'estime de soi. En outre, cela limite la participation à la vie publique, restreint le choix et l'accès à l'information et aux services, et évidemment constitue une violation des droits humains.

Comme celles qui n'ont pas le VIH, les femmes séropositives ne cherchent pas d'aide car elles ont honte ou manquent de confiance en elles-mêmes ou sont confrontées à plus de violence si elles agissent. Elles considèrent la violence domestique comme quelque

chose de privé, pensant qu'elles n'ont pas d'autre choix. Elles se préoccupent de leurs enfants et pensent que leur partenaire changera.

Par Nizarindandi Picasso. Titulaire d'un diplôme de langues et littérature hispaniques, elle dirige le Bureau pour les Femmes et le VIH de l'Initiative pour les politiques de santé publique, à Mexico. Elle est aussi membre de la Communauté Internationale des Femmes vivant avec le VIH (ICW/Mexico)

nizza_picasso@yahoo.com.mx

Extrait de: 'The Multiple Faces of the Intersections between HIV and Violence Against Women' 2008

Publié par: Development Connections, UNIFEM, Pan American Health Organization, Inter-American Commission of Women and the Latin American and Caribbean Women's Health Network

² OMS. 2003. Gender Dimensions of HIV Disclosure to Sexual Partners: Rates Barriers and Outcomes. Genève

Nouvelles

De la YWCA Mondiale

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME: LA YWCA MONDIALE APPELLE À METTRE FIN À LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

La YWCA Mondiale et les organisations œcuméniques ont co-organisé un repas informel au Centre Œcuménique de Genève afin de parler de la violence envers les femmes dans le contexte de la foi, du leadership des jeunes femmes et du VIH et SIDA, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, le 8 mars 2009.

Sarah Davies, Assistante Communications auprès de la YWCA Mondiale, a souligné l'importance du leadership des jeunes pour mettre fin à la violence envers les femmes: "Les jeunes ont un rôle clé à jouer, ils peuvent changer les mentalités et les comportements qui ont laissé place à la violence envers les femmes jusqu'à maintenant."

Natalie Fisher-Spalton, Secrétaire Générale Adjointe de la YWCA Mondiale, a aussi participé à une rencontre sur le thème 'Safe School Environment for the Girl Child Through a Human Rights Education Perspective' (un environnement scolaire sûr pour les filles dans une perspective de droits humains) dans le cadre de la 10e session du Conseil des Droits de l'Homme. "Nous savons tous que l'éducation est la clé pour toutes les formes de développement. L'éducation c'est la liberté. Cependant, la violence constitue un obstacle majeur à l'éducation et à la scolarisation de millions de filles dans le monde. La prévalence de la violence envers les filles touche à la fois leur droit fondamental à l'éducation et leurs droits dans l'éducation", explique Natalie Fisher Spalton.

La YWCA Mondiale a lancé une missive à l'occasion de la Journée Mondiale de la Femme, appelant les

gouvernements, les organisations internationales et la société civile à:

1. Prévenir la violence, veiller à la sécurité des femmes et des filles
2. Investir dans le potentiel des femmes et des filles
3. Changer les stéréotypes liés au genre
4. Comprendre la relation entre le VIH et la violence envers les femmes

CSW: LA YWCA PROPOSE DES RECOMMANDATIONS POUR LA PRISE EN CHARGE DANS LE CONTEXTE DU VIH ET DU SIDA

Une délégation de la YWCA Mondiale, conduite par la Présidente de la YWCA Susan Brennan, a participé à la 53e session de la Commission de la Condition de la Femme (CSW) à New York du 2 au 14 mars. Le thème de la session était 'le partage équitable des responsabilités entre les hommes et les femmes, s'agissant des soins à dispenser dans le contexte du VIH et SIDA'.

La YWCA Mondiale a présenté une déclaration auprès de la commission, identifiant cinq domaines-clé que les États Membres des Nations Unies devraient prendre en considération afin de traiter efficacement la question du VIH et des conséquences, pour les femmes, de la prestation de soins. La délégation a appelé à ce que soient considérés ces aspects-clé; la plupart des questions liées à l'importance d'investir dans les soignantes et de financer le système de santé publique sont présentes dans le compte-rendu final de la session.

L'un des objectifs de la participation de la YWCA Mondiale à la CSW était de faire entendre les voix des femmes du terrain. Jacqueline Mukamusana, Secrétaire générale de la YWCA du Rwanda, s'est exprimée au sein d'un groupe de discussion, constitué de membres de gouvernements et d'experts, initié par l'UNIFEM sur les soins et le VIH et SIDA. "La tendance à compter sur les femmes pour dispenser les soins réduit considérablement leur accès à l'éducation et à un travail décent" a expliqué Jacqueline Mukamusana, montrant comment la YWCA du Rwanda contribue à l'émancipation des femmes et des filles de la communauté.

En partenariat avec la YWCA du Canada, la YWCA Mondiale a organisé un événement parallèle sur la prévention de la violence envers les femmes. La YWCA



Natalie Fisher-Spalton, Secrétaire générale adjointe, s'adresse aux participants du Colloque International au Libéria. Mars 2009.



Participantes à la marche aux chandelles organisée par la YWCA de Jordanie, en réponse à l'appel de la YWCA de Palestine, pour exprimer leur solidarité aux 3 semaines de guerre à Gaza. Janvier 2009

a aussi organisé le premier Caucus d'organisations de jeunesse, en partenariat avec l'Association mondiale des Guides et des Éclaireuses (WAGGGS). En outre, la YWCA du Nigeria a tenu une rencontre sur les jeunes femmes et la prestation de soins; là aussi, nombreux étaient les participants à cet événement.

Dans la délégation constituée de plus de 20 femmes et jeunes femmes, étaient présentes Lady Comfort Ani et Jessica Notwell, membres du Comité exécutif de la YWCA Mondiale, l'équipe de la YWCA Mondiale dont la Secrétaire Générale Nyaradzayi Gumbonzvanda, Kaburo Kobia, Directrice de Communication, et Juli Dugdale, Directrice du Programme Asie-Pacifique. Ar Ram Lee (YWCA de Corée) et Margaret Nakakande (YWCA d'Ouganda) ont participé en tant que stagiaires temporaires à cet événement. La délégation comprenait aussi les représentantes des YWCA d'Australie, du Canada, de Finlande, des États-Unis et des bénévoles de la YWCA Mondiale basées à New York.

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES, LE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

Une délégation de la YWCA Mondiale a participé à un colloque sur le leadership, qui s'est tenu au Liberia du 7 au 9 mars, organisé par la Présidente du Liberia Ellen Johnson Sirleaf, et la Présidente de la Finlande Tarja Halonen.

Le colloque a rassemblé 400 citoyens du Liberia et 400 participants internationaux, y compris des femmes leaders ou chefs d'État. Lors du colloque, les participants ont analysé la Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité; la résolution appelle les gouvernements à protéger les femmes des pires abus en temps de conflit, et de leur permettre de jouer un rôle essentiel en aidant leur pays à

prévenir ou à se reconstruire après le conflit.

La YWCA Mondiale a co-organisé un pré-forum de jeunes le 6 mars; plus de 70 jeunes y ont participé, afin de soutenir l'émancipation des femmes, le développement du leadership et les contributions à la paix et à la sécurité internationales. Lotaya Smith (de la YWCA de la Barbade) a présenté les recommandations finales de la rencontre de jeunesse lors de la cérémonie d'ouverture.

Susan Brennan, Nyaradzayi Gumbonzvanda, Natalie Fisher Spalton et Hélène Yinda, ainsi que Florence Kanindeh (YWCA de Sierra Leone), Lotaya Smith (YWCA de la Barbade), Rachael Clapson (YWCA d'Angleterre et Pays de Galles), Pirjo-Liisa Penttinen (YWCA de Finlande), Roseline Toweh (YWCA du Liberia) et Ambar Aleman (YWCA du Canada) faisaient partie de la délégation.

LA YWCA MONDIALE APPELLE À LA PROTECTION DES FEMMES ET DES ENFANTS APRÈS LES CONFLITS DANS LA BANDE DE GAZA

La YWCA Mondiale et la YWCA de Palestine ont appelé les associations membres à organiser des veillées aux chandelles le 8 janvier en commémoration des centaines de vies perdues pendant la guerre de trois semaines à Gaza, mais aussi pour appeler à la paix au Moyen-Orient. Le 27 décembre 2008, Israël lançait une opération militaire dans la bande de Gaza, en représailles aux tirs de roquettes par le Hamas. La YWCA Mondiale, la YWCA de Palestine ainsi que les YWCA de Fidji, du Pérou, du Liban, de Jordanie, du Japon, du Brésil, du Népal, de Guyane, du Costa Rica, du Danemark et de Norvège ont organisé des veillées aux chandelles.

La YWCA Mondiale condamne la force et l'impact de l'attaque d'Israël dans la bande de Gaza et demande d'urgence aux Nations Unies de renforcer la Résolution

1325 sur les Femmes, la Paix et la Sécurité. Cette résolution appelle les États Membres à encourager la participation des femmes à tous les niveaux de la consolidation de paix et du règlement des différends.

“Il est essentiel de lutter contre la violence sexuelle et autres formes de violence envers les femmes,” a affirmé Nyaradzayi Gumbonzvanda, Secrétaire Générale de la YWCA Mondiale. “Les femmes sont les plus touchées par le conflit. Des actions humanitaires suivant une approche basée sur le genre doivent prendre en compte les besoins spéciaux des femmes et des enfants.”

LA YWCA MONDIALE ET LA FONDATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ METTENT LES FEMMES DU ZIMBABWE DANS L'AGENDA DE L'UNION AFRICAINE

Une journée de deuil, de jeûne et de prière en signe de solidarité avec les femmes et les enfants du Zimbabwe a eu lieu le 8 mars. C'était l'un des résultats de la consultation sur la situation au Zimbabwe, tenue lors de la 13e rencontre consultative pré-sommet sur l'intégration des questions liées aux femmes dans l'Union Africaine à Addis Abeba. La consultation était organisée par la YWCA Mondiale et la Fondation pour le Développement de la Communauté (FDC en anglais).

“La présentation de la situation au Zimbabwe faite par la FDC, menée par Graça Machel a touché tous les participants et les a incité à engager des actions concrètes de solidarité avec les femmes, les filles et les enfants du Zimbabwe,” a expliqué Dr Hélène Yinda, Directrice du Programme de la YWCA Mondiale pour l'Afrique et le Moyen-Orient. Avec elle étaient aussi présent les participantes des YWCA de la République Démocratique du Congo, du Zimbabwe, d'Angola et d'Éthiopie.

LES FEMMES DÉTIENNENT LA CLÉ DE LA PAIX, AFFIRMENT LES FEMMES LEADERS

La Secrétaire Générale de la YWCA Mondiale Nyaradzayi Gumbonzvanda et Mary Robinson, Directrice de Realizing Rights et ex-commissaire des Nations Unies déléguée aux droits humains, faisaient partie de la délégation de femmes leaders plaidant pour que les femmes du Soudan prennent part aux négociations de paix au Darfour.

“Un nouveau Soudan, un Soudan sans guerre, a besoin des femmes en tant que leaders et en tant que citoyennes à égalité avec les hommes,” a déclaré Nyaradzayi Gumbonzvanda à son retour du 2e Forum des Femmes soudanaises sur le Darfour, rencontre qui s'est tenue à Addis-Abeba du 4 au 8 janvier.

Nyaradzayi Gumbonzvanda a expliqué que le forum comportait un certain nombre de réussites-clé,

dont l'adoption de principes pour une constitution et un leadership qui vont permettre d'avancer, et un engagement de la part de l'Union Africaine à nommer un conseiller sur les questions de genre, comme soutien en la matière dans le cadre des médiations pour la paix.

En mars, Mary Robinson et Nyaradzayi Gumbonzvanda se sont rendues en République Démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda dans le cadre d'une mission pour Oxfam, visant à établir des faits sur les réalités dans le pays, notamment en rencontrant des victimes de violence sexuelle. Elles ont aussi rencontré le président du Rwanda Paul Kagame, et le président de la RDC Joseph Kabila, à qui elles ont fait part de leurs préoccupations concernant la sécurité, le déplacement des civils et les niveaux de violence envers les femmes.

JULI DUGDALE REND VISITE À LA YWCA DE PAPOUASIE NOUVELLE-GUINÉE

La Directrice du Programme pour l'Asie et le Pacifique, Juli Dugdale, a rendu visite à la YWCA de Papouasie Nouvelle-Guinée début janvier. Epoustouflant, tel est le qualificatif utilisé pour définir le travail de l'association.

La YWCA de Papouasie Nouvelle Guinée est leader en matière d'information et de sensibilisation sur le VIH et SIDA. Elle œuvre dans plus de 60 villages à travers le pays. Le Conseil National en matière de VIH a récemment subventionné 5 YWCA locales et un site de projet pour l'emploi de jeunes coordinateurs afin de mettre en œuvre les priorités sur le VIH, mise en évidence dans le plan stratégique de Papouasie Nouvelle Guinée. L'accent sera mis sur la réduction de la stigmatisation et de la discrimination ainsi que sur la promotion de pratiques sexuelles protégées.

La violence envers les femmes et le leadership des jeunes femmes constituent des domaines-clé pour la YWCA de Papouasie. “La YWCA de Papouasie est cheffe de file en matière de promotion des droits des femmes dans le pays et mérite une reconnaissance continue de la part du gouvernement, des agences de l'ONU, des ONG et des associations basées sur la foi” explique Juli Dugdale.



Juli Dugdale, Directrice de Programme pour l'Asie et le Pacifique à la YWCA Mondiale, en photo avec les membres de la YWCA de la Papouasie Nouvelle-Guinée. Janvier 2009

Les Gens

NOUVELLES SECRÉTAIRES GÉNÉRALES:

Alexandra Guerin - YWCA d'Haïti
Mireille Makram Michel - YWCA d'Égypte
Chilufya Silwale - YWCA de Zambie

NOUVELLES PRÉSIDENTES:

Nathalie Brunet - YWCA d'Haïti
Abla Nasir - YWCA de Palestine
Minkie Bokole - YWCA du Botswana

BIENVENUE

La YWCA Mondiale souhaite la bienvenue à **Kristin Roaldseth Moyer**; elle vient de Norvège et elle est la nouvelle Directrice des Programmes pour l'Europe. Elle a passé la majeure partie de sa vie professionnelle à œuvrer avec des organisations humanitaires d'inspiration religieuse. Elle a notamment travaillé pendant 10 ans au sein de la Norwegian Church Aid où elle a occupé plusieurs postes dont celui de Directrice pour l'Europe et Représentante Régionale pour l'Amérique Centrale.

Paola Salwan a rejoint la YWCA Mondiale en tant que nouvelle Assistante des Programmes pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. D'origine libanaise, Paola est titulaire d'un Master en Droit Humanitaire International. Les questions liées à la condition des femmes la passionnent.

La YWCA Mondiale souhaite la bienvenue aux nouvelles stagiaires pour 2009

En février 2009, la YWCA Mondiale a accueilli deux nouvelles stagiaires: **Moo Moo Hsoe** qui était secrétaire assistante des programmes à la YWCA de Birmanie et **Andrea Núñez Argote** qui était secrétaire au bureau de la YWCA de Naucalpan, au Mexique.

Les deux jeunes femmes participeront à un programme d'une année qui leur apportera des opportunités de leadership et de développement; elles auront aussi l'occasion de participer aux événements organisés par les Nations Unies et des ONG. Le stage 2009 sera centré sur le plaidoyer, la communication et le leadership des jeunes femmes.



Kristin Roaldseth Moyer



Paola Salwan



Moo Moo Hsoe et Andrea Núñez Argote

Donatrices

Yvonne Albon (**Great Britain**)
Silvanna Ayaipoma de Mattos (**Peru**)
Jane Bennett (**Switzerland**)
in honour of Antoinette Santschi
Hedy Berthoud (**Switzerland**)
Susan Brennan (**Australia**)
Ngoc Xuan Chau-Nguyen (**Switzerland**)
in memory of my parents
Marguerite Chauvet (**Switzerland**)
Heather Crosby (**Australia**)
in memory of Athena Athanassiou
Kathleen Edwards (**Australia**)
in memory of Mary Box
Natalie Fisher Spalton (**Switzerland**)

Jo Rita Gann (**USA**)
Mona Khaulil (**Lebanon**)
Suad Katul (**Lebanon**)
Kaburo Kobia (**Switzerland**)
Antoinette Leenhardt (**Switzerland**)
Mary Ann Lundy (**USA**)
Carole O. Markus (**USA**)
Rev. Betty Matthews (**Australia**)
in memory of Mary Box
Joyce Henderson Mims (**USA**)
Judith Myrick (**USA**)
Juliet C. Orzal (**USA**)
Beatrice Peyron (**France**)

Odette Pollien (**Switzerland**)
Tricia Szirom (**Australia**)
Ruud van Hoogevest (**Netherlands**)
Martha Wilson (**USA**) in Honor of
Janet Edwards
World YWCA Board (**Switzerland**)
YWCA of Aotearoa/New Zealand
YWCA of Peru - Lima (**Peru**)

Réservez la date:
**Prochain Conseil de la
YWCA Mondiale**
10-16 juillet 2011



**UN MONDE SÛR
UNE AFFAIRE DE FEMME**
YWCA Mondiale | Zürich 2011

A propos du logo du Conseil de la YWCA Mondiale:

Le rouge symbolise la Suisse. Cette couleur fait ressortir la fraîcheur et le dynamisme du logo. Parallèlement, la couleur rouge exprime à la fois la vulnérabilité et la force et ainsi s'associe au slogan. Le logo a trois éléments : le grand cercle symbolise le monde, le triangle la YWCA et le petit cercle blanc la femme en tant qu'individu. Le triangle forme un espace sûr pour les femmes.